

## Un plan Marshall sans les États-Unis

*Le figaro - Tribune d'Edouard Tetreau - 08/05/2012*

Edouard Tetreau, associé gérant de Mediafin\*, invite le nouveau président français à négocier sans tarder un plan Marshall européen digne de ce nom.

«Pourquoi dites-vous que l'Amérique est amie de l'Europe, alors qu'elle refuse de participer au fonds de secours du FMI?» Visiblement, ici à Pékin, l'état de la relation entre l'Europe et les États-Unis est une question obsédante, à quelques jours de la visite de Hillary Clinton et de l'élection présidentielle française. La question de Tian Wei, journaliste de la chaîne d'État CCTV News, paraît absurde, voire suspecte.

Est-ce du bluff, ou une contre-vérité de propagande? Les États-Unis, pays le plus riche au monde, allié indéfectible de l'Europe, snoberaient-ils les efforts du FMI, qui sollicite un accroissement de sa capacité d'intervention pour les pays pouvant faire face à des difficultés de financement - lire: la zone euro?

Vérification faite, la liste des pays ayant contribué à cet effort de plus de 430 milliards de dollars est éclairante: c'est la liste des amis de l'Europe. Ceux sur qui elle peut compter. Aux côtés des pays de l'Eurozone, on trouve le Japon, la Corée, l'Arabie saoudite, la Suède, la Suisse, la Norvège, l'Australie, le Danemark, Singapour, la Pologne, la République tchèque. Mention spéciale pour la Grande-Bretagne qui retrouve le chemin de l'Europe. Le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde promettent de s'engager, alors que leurs PIB par habitant sont très inférieurs aux nôtres. Cette liste nous oblige, et le premier de nos devoirs est de tout faire pour ne pas solliciter ces pays amis.

Et les États-Unis? Pas un cent! Tian Wei avait raison. L'Amérique, depuis quatre ans, nous fait don de ses déficits budgétaires annuels à plus de mille milliards de dollars financés par la planche à billets de la Fed, de ses subprimes, de ses fonds spéculatifs attaquant quotidiennement la zone euro (celui de John Paulson aujourd'hui). Mais pour nous aider en cas de problème grave, c'est nient.

Il faut dépasser la colère et prendre à la lettre ce message historique que nous envoie l'Amérique: nous tournant le dos, elle nous pousse à ne plus rien attendre d'elle, ni de personne d'ailleurs. Ainsi du «plan Marshall pour l'Europe», qui commence enfin à être discuté: il se fera cette fois-ci sans les États-Unis, en s'appuyant sur nos propres ressources. Or, elles sont considérables, si l'on veut bien cesser de prendre comme horizon géographique nos étroites frontières nationales, et comme horizon de temps celui d'un hedge fund de la City. Nous sommes 500 millions d'habitants, avec un PIB supérieur à celui de l'Amérique, et des réservoirs d'épargne immenses. L'euro est une monnaie appréciée des puissances montantes au XXI<sup>e</sup> siècle, au premier rang desquelles la Chine, qui ont besoin d'une alternative au dollar, monnaie du XX<sup>e</sup> siècle.

Il est temps de projeter ces atouts vers l'avenir, en amenant la BCE à créer ce qu'il faut de monnaie nouvelle pour financer un plan ambitieux. Pas un plan, suggéré par Angela Merkel, de 200 milliards, soit moins de 2 % du PIB de l'Europe: c'est ridicule compte tenu de la menace réelle de déflation économique et d'explosion sociale, dans un continent où le chômage des jeunes bat tous les records. À titre de comparaison, le

«plan Marshall» de la Chine en 2008 représentait 12 % de son PIB. Ce serait 1 600 milliards d'euros pour l'Europe.

Pour mettre en œuvre ce plan et distribuer le crédit au bon endroit - c'est-à-dire vers les emplois de demain, les industries énergétiques et écologiques, mais aussi l'aéronautique-défense, car le désengagement américain en Europe concerne aussi ce domaine -, on pourra s'appuyer sur les banques privées. Mais en les guidant davantage dans leurs politiques de crédit, tristement éloignées des priorités de nos pays. Dans cette optique, et pour éviter des nationalisations trop coûteuses et inutiles, une participation des États européens aux conseils d'administration de ces entreprises éminemment stratégiques, via une «golden share» européenne, est une piste à étudier rapidement.

Ne plus compter que sur soi-même pour sortir de la crise. Mais en prenant immédiatement l'Europe comme horizon collectif et levier pour une action efficace. Une politique «vintage» de relance hexagonale par la consommation serait vouée à l'échec et à l'hostilité de nos partenaires et créanciers.

Notre nouveau président a une occasion historique à saisir. C'est maintenant, pas cet été ou cet automne, qu'il peut négocier ce plan Marshall européen avec Angela Merkel, sans qui rien ne se fera ; avec Mario Draghi, qui sort enfin la BCE de son formol théologique d'un autre âge ; et avec Mario Monti, qui montre en Italie la voie à suivre pour des réformes structurelles réussies dans un pays comparable au nôtre. François Hollande est en situation de le faire, avec une future équipe dont on espère ici que sa composition reflétera la priorité à donner aux nouvelles générations et aux engagements européens. S'il est autre chose qu'un slogan, le changement, en France et en Europe, c'est maintenant.

\*Également créateur du site [www.etatsunisdeurope.com](http://www.etatsunisdeurope.com)